



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRT GAZ

Le Chêne à la Guillemotte
71350 PALLEAU

Référence : ACI/MV/2022/C_146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement GRT GAZ implanté Le Chêne à la Guillemotte 71350 PALLEAU. L'inspection a été annoncée le 18/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRT GAZ
- Le Chêne à la Guillemotte 71350 PALLEAU
- Code AIOT dans GUN : 0024600015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société GRTgaz exploite sur l'ensemble du territoire national 32 527 km de réseau de canalisations de transport de gaz naturel, 26 stations de compression et 8 interconnexions avec les réseaux adjacents.

La station de compression et d'interconnexion de canalisations de gaz naturel est l'une des 26 stations et se situe sur la commune de Palleau, commune située en limite Nord du département de la Saône et Loire (71).

Cette station se situe sur l'axe Nord-Sud du réseau et est en interface centrale de la nouvelle canalisation Val de Saône (DN1200), entre Voisines et Etrez.

Les activités de la station de Palleau sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° DLPE/BENV-2015-349-2 pour l'exploitation de la station de compression de GRTgaz à Palleau, du 15 décembre 2015.

Ces activités sont encadrées par les rubriques 3110 (autorisation) et 4718 (déclaration) de la nomenclature des Installations classées pour la Protection de l'Environnement.

Le site est soumise à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » et ne relève pas du statut « Seveso ».

Les installations visitées sont : l'aire d'emport, le bâtiment C1A et zone d'interconnexion (dont fosses).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etude de dangers
- Barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques
- Moyens incendie
- Sécurité
- Plan d'opération interne

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivantes est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
RESSOURCES EN EAU ET MOYENS DE LUTTE	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.6.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
LISTE DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.4.1
DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDÉS	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.4.2
GESTION DES ANOMALIE ET DÉFAILLANCES DE MESURES DE	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.4.3
CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.3.1
ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.2.1
GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCÈS	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.2.2
PLAN D'OPERATION INTERNE	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.6.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 2 juin 2022 de la station de compression de Palteau. La station est située sur la commune de Palteau en limite Nord du département de la Saône et Loire (71). Le présent rapport rend compte de cette visite.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers de septembre 2019. Lors de cette inspection, une demande de compléments a été formulées lors de l'inspection et aucune non-conformité n'a été formulée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : LISTE DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques – liste
Prescription contrôlée : L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.
Constats : L'exploitant s'appuie sur le guide GESIP pour définir les barrières de sécurité (prévention et protection) ainsi que les mesures compensatoires supplémentaires pour l'appréciation de démarche du risque à la source. Les barrières de sécurité sont définies de façon générique pour l'ensemble des sites en associant les fonctions de sécurité. La procédure « <i>guide de savoir faire – Dispositions de Réduction des Risques D2R et Dispositions de Réduction des Risques Importants D2RI des ouvrages de GRTgaz</i> » permet d'encadrer ces barrières de sécurité. Cette procédure caractérise les barrières selon 2 grandes catégories : <ul style="list-style-type: none">- Dispositions de Réduction des Risques D2R : ce sont les barrières de sécurité au sens de la circulaire du 10 mai 2010 ;- Dispositions de Réduction des Risques Importants D2RI : ce sont une sous-famille de D2R et correspondent aux MMR au sens de la circulaire du 10 mai 2010. La procédure précise la liste des barrières, leurs fonctions et le mode de suivi en lien avec le plan de surveillance et de maintenance (PSM). Cette procédure se base sur les recommandations du guide GESIP. Ces barrières de réduction sont déclinés pour chaque site dans l'étude de dangers. Ces barrières concourent à la sécurité industrielle des installations du site. Ainsi, l'exploitant dispose d'une liste spécifique de barrières de sécurité dans l'étude de dangers par fonctions de sécurité et non par dispositifs. Pour le site de Palteau, les D2RI concourent à la maîtrise des risques mais aucune ne sert à une éventuelle décote dans la grille d'acceptabilité du site. Le plan de surveillance et de maintenance (PSM) est commun à l'ensemble des sites GRTgaz et décliné sur la base du guide GESIP « surveillance maintenance et réparations des canalisations de transport ». Les opérations de maintenance sont gérées par le niveau national par un logiciel de maintenance GMAO puis déclinées par site pour les aspects opérationnels. Cette GMAO permet un suivi préventif et curatif des barrières de sécurité. Les 4 critères "maintenance / efficacité / testabilité" des MMR sont bien précisés dans les documents de l'exploitant. Le critère "indisponibilité d'une MMR" n'a pas été abordé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDÉS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques – plages de fonctionnement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoire. [...]
Constats : Ce thème fait l'objet d'un contrôle documentaire. Les paramètres de fonctionnement sont définis par l'exploitant au niveau national en s'appuyant sur les guides GESIP et sur les retours d'expérience « terrain » et « inspections » internes et externes. Des alarmes sont associées au niveau de sécurité définies selon le type d'équipement. Les barrières font l'objet d'un suivi spécifique dont le suivi est encadré par des procédures spécifiques. Ceci a été déroulé pour l'organe de sécurité pression du thermocompresseur C1A, organe ayant généré le dernier incident sur site. Pas d'observation de l'inspection sur ce constat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GESTION DES ANOMALIE ET DÉFAILLANCES DE MESURES DE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques – gestion des anomalies
Prescription contrôlée : Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant. Ces anomalies et défaillances doivent : « être signalées et enregistrées, + être hiérarchisées et analysées « et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées
Constats : Les anomalies, presque accidents, etc sont encadrés par la procédure « gestion des dysfonctionnements et actions d'amélioration » et suivis par l'outil national de GRTgaz, intitulé « PRADA ». Cet outil permet de garantir le suivi des événements aux différentes étapes : signalement, enregistrement, analyse, remédiations et retour en fonctionnement normal. Le traitement du dernier incident n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Opérations de maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien.) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de fumer,- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt,- l'obligation d'une « autorisation de travail » ou « permis de feu »,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment),- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, la conduite à tenir en cas d'alerte foudre (interdiction de mise à l'évent,...).
<p>Constats : Les opérations de manipulations de matières dangereuses sont encadrées. Cette thématique a été inspectée au niveau du poste d'empotage présent sur site et n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection, par le biais des consignes d'accès au site et d'empotage.</p> <p>Les consignes listées dans la prescription sont déclinées sur site (affichage à différents endroits : entrée, bureau, aire d'empotage, etc).</p> <p>L'inspection ayant commencé en période « foudre », la consigne à tenir en cas d'alerte foudre intitulée « gestion de l'alerte foudre sur les stations de compression » a été balayée lors de l'inspection. Cette procédure indique l'interdiction de manœuvre de gaz pendant la phase d'alerte, alerte assurée par Météorage.</p> <p>Pas d'observation de l'inspection sur ce constat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.
Constats : L'accès au site se fait par passage au poste du gardien.(cf. Constat de l'article 7.2.2) Les règles de circulation sont présentées dans le cadre de cet accueil et peuvent être précisées dans les procédures et protocoles de sécurité (par ex : empotage des matières dangereuses au niveau du poste de chargement camion). Ceci a été vérifié par le biais du protocole de sécurité établi pour la société CHIMIREC établi le 01/02/2022. Les voies de communication sont délimitées, aménagées et marquées au sol. Deux accès de secours sont présents sur le site. Leur positionnement permet d'éviter d'être exposé aux effets d'un phénomène dangereux. Le site est clôturé sur sa totalité. La hauteur de la clôture n'a pas été vérifiée mais en première approche, les 2 mètres apparaissent respectées. Pas d'observation de l'inspection sur ce constat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCÈS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
Constats : L'accès au site se fait le passage au poste du gardien. Le gardien assure l'accueil sécurité de toutes les personnes entrant sur site. Les consignes de sécurité sont diffusées de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">- affichage au poste de garde côté site,- présentées par le gardien via une plaquette d'accueil sécurité,- par visionnage d'un film « sécurité » avec questionnaire « sécurité » (film et 2 niveaux de questionnaire en différentes langues)- délivrance d'un pass sécurité pour les entreprises extérieures. Pas d'observation de l'inspection sur ce constat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RESSOURCES EN EAU ET MOYENS DE LUTTE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers dans chaque local comme prévu à l'article 71.2,- d'une réserve d'eau constituée au minimum de 180 m³ et avec une réalimentation automatique par le réseau public d'eau potable. [...]- d'un système d'extinction automatique CO₂ pour chaque bâtiment turbocompresseur asservi à une détection incendie. [...].
Constats : En cas d'accident, l'alerte des services de secours est assurée par un agent GRTgaz suite à une alerte par un agent ou par une personne tierce (témoin extérieur ou entreprise extérieure intervenant sur site). Le circuit d'alerte et les moyens sont précisés dans le plan d'urgence de la station. Pour les témoins externes, l'alerte peut se faire par interpellation du gardien ou l'appel du numéro vert présent sur le portail de l'établissement permet d'alerter le CSR de Lyon. Le déclenchement du POI est décidé par le Directeur des Opération Internes (DOI) et se traduit par différents appels sur la base d'une fiche d'appel pré-établie dans le POI. Des plans des installations sont disponibles en version papier dans le plan d'urgence et par affichage. La réserve d'eau de 180 m ³ est présente, semi-enterrée et aérienne. Elle se situe à proximité immédiate du poste du garde, ce qui permet de s'assurer à sa bonne disponibilité. La réalimentation à partir du réseau d'eau potable se fait manuellement et non automatique comme indiqué dans la prescription. Les systèmes d'extinction automatique CO ₂ sont présents : système à percussion permettant d'injecter du CO ₂ sous pression à l'intérieur de chaque bâtiment turbocompresseur. Ce système est systématiquement inhibé lorsque l'on souhaite entrer dans le bâtiment. Le système a été visualisé pour le thermocompresseur C1A. Demande de compléments : l'exploitant confirmera le mode de réalimentation de la réserve en eau et selon le cas, pourra demander une modification de la présente disposition.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PLAN D'OPERATION INTERNE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Il est régulièrement testé. Le POI est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. Les services de secours, de l'inspection des installations classées et de protection civile sont destinataires d'un exemplaire du POI et ses mises à jour.
Constats : Le Plan d'Opération Interne (intitulé Plan de Sécurité et d'Intervention / PSI) est établi pour le site sur la base de l'étude de dangers et du guide « Plan de Sécurité et d'Intervention » du GESIP pour les canalisations de transport. Ce plan définit l'organisation des mesures et les moyens à mettre en œuvre par le transporteur en cas d'incident. Il précise les modalités de mises en œuvre de ces mesures et moyens selon les distances et les périmètres de sécurité définis. Les missions générales des intervenants sont déclinées en actions décrites dans des « fiches d'action », composées de tâches à accomplir. Le PSI ne traite pas de réparation de la canalisation ni de la dépollution sur le long terme, conformément au guide GESIP. Le PSI est établi autour des 4 accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers. Ces 4 accidents dits "de référence" englobent l'ensemble des scénarii. Des exercices PSI sont régulièrement organisés – le dernier exercice date du 18 mars 2022. Le PSI est disponible sur site (version papier et version informatique) et a été transmis aux différents services : SDIS, Préfecture, inspection. Observation : Pour assurer le lien entre le PSI et l'étude de dangers, il est souhaitable que l'exploitant complète le PSI d'une part en précisant l'articulation entre les 4 scénarios d'accidents retenus dans ce plan et l'ensemble des scénarios différents et d'autre part, en joignant le tableau double entrée permettant de connaître les distances d'effets selon le diamètre et la pression de la canalisation mise en cause.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet